

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Le Coup d'Etat au Soudan démontre l'impasse mortelle du démocratisme interclassiste

Le lundi 25 octobre les militaires soudanais ont assumé l'intégralité du pouvoir, décrétant l'état d'urgence et dissolvant le gouvernement en place, arrêtant le premier ministre et, les jours suivants des responsables politiques du mouvement démocratique.

En dépit d'une féroce répression le gigantesque mouvement de révolte de 2018-2019, avait débouché sur la chute du dictateur el-Béchir, après 30 ans à la tête du pays ; venu au pouvoir après un coup d'Etat en juin 1989, il était renversé en avril 2019 par les militaires qui jugeaient nécessaire de se séparer de ce personnage honni pour mieux préserver l'ordre établi.

Constitués en « Comité Militaire de Transition », les chefs militaires se livrèrent à de sanglants massacres pour casser la révolte ; on estime en particulier à plus d'une centaine de morts la répression par les miliciens du FSR (« Forces de soutien rapides ») et les soldats, début juin 2019, d'un sit-in pacifique devant le quartier général de l'armée dans la capitale Khartoum. Mais malgré la répression les manifestations et grèves continuaient massivement pour un changement de régime et la fin du pouvoir des militaires, lorsque en juillet les dirigeants du mouvement – les « Forces de la liberté et du changement » qui regroupent des partis bourgeois et petits bourgeois, des organisations syndicales et le PC Soudanais –, arrivaient sous un parrainage impérialiste à un accord avec le CMT : formation d'un gouvernement provisoire, le « Conseil de Souveraineté » (CS), avec deux militaires comme président et vice-président et un premier ministre civil ; puis, au bout de 21 mois, devait être formé un gouvernement entièrement civil et des élections devaient avoir lieu. Ce sont précisément le président du CS, le général Burhan, chef de l'armée, et le vice-président Hemetti, chef des FSR, qui sont les dirigeants de ce coup d'Etat, réalisé peu de temps avant de céder la place aux civils !

Burhan et Hemetti ne sont pas seulement des anciens piliers du régime dictatorial et des responsables directs de ses crimes (notamment au Darfour) ; ils représentent aussi des intérêts économiques importants, l'armée gérant un complexe militaro industriel, tandis que les FSR, milices para militaires réputées parfois être plus puissantes que l'armée régulière, exploitent de façon opaque des mines d'or et d'autres entreprises (1). Ils sont en outre liés à l'Egypte ou à l'Arabie Saoudite où des contingents des FSR sont allés aider les troupes saoudiennes contre les rebelles yéménites.

Les démocrates avaient présenté le gouvernement provisoire comme une grande victoire de la « révolution » soudanaise, mais son action a démontré qu'elle était la réalité de cet accord avec les militaires. Le gouvernement a bénéficié de la fin des sanctions américaines, mais en contre partie de prêts du FMI et de l'allègement de la dette du Soudan, il a accepté de supprimer la plupart des subventions aux produits de première nécessité ; le résultat est que, selon les statistiques officielles elles-mêmes, l'inflation, galopante depuis l'instauration du gouvernement de transition, atteignait les 400% en rythme annuel dès le mois de juin !

Pressé de satisfaire les desiderata des milieux financiers internationaux, le gouvernement l'était beaucoup moins pour ce qui est des revendications des masses ; il a bien sûr fait la sourde oreille aux demandes de faire passer en jugement les responsables des massacres de 2019 – ce sont le président et le vice-président du CS ! Les conditions des prolétaires ont continué à se détériorer et de nombreux licenciements de travailleurs ayant revendiqué ont eu lieu. Une nouvelle loi sur les syndicats était bien en préparation, mais cette loi prévoyait de limiter l'action revendicative ; cette loi répressive était pourtant approuvée par le PC Soudanais et l'« Association des Professionnels Soudanais » (SPA, rassemblement de syndicats où le PC est influent) (2) ! Le PC est avant tout intéressé à l'union avec les partis démocrates bourgeois, et comme ses collègues du monde entier, il sacrifie les intérêts prolétariens à la perspective de défense de l'Etat et de l'économie du pays.

Le désenchantement vis-à-vis du gouvernement de transition allait donc croissant ; et les chefs militaires, évoquant un risque de troubles sociaux, ont considéré que ce gouvernement ayant épuisé son utilité (faire passer sans réactions notables les mesures anti sociales et anti prolétariennes) et risquant de s'attaquer à leurs intérêts particuliers, il fallait passer à l'action. Ils ont même probablement attisé les troubles en laissant des forces régionalistes proches de l'ancien dictateur, bloquer Port Soudan (en protestation contre les avantages accordés à d'autres régions), le poumon du pays, ce qui a entraîné de graves pénuries dans la capitale. Ils ont mobilisé des éléments religieux pour des manifestations contre

le gouvernement.

Dans ce climat de tension croissante une tentative de coup d'Etat était déjouée le 21 septembre, après des affrontements entre militaires à Ondourman, la ville jumelle de Khartoum. Tandis que le général Burhan, affirmait le 22/9, tout en assurant que l'armée ne tenterait jamais un coup d'Etat, qu'elle était la « *gardienne de la sécurité et de l'unité du Soudan* », Hemetti déclarait devant ses miliciens que « *les responsables politiques sont la principale cause des coups d'Etat parce qu'ils négligent le citoyen ordinaire [...] et parce qu'ils cherchent davantage à se battre pour rester au pouvoir* ». Ces déclarations menaçantes n'empêchaient pas al-Faki Suleiman, un de ces responsables politiques, porte-parole du Conseil de Souveraineté (et « icône révolutionnaire » paraît-il), de fanfaronner alors devant les manifestants rassemblés pour soutenir le gouvernement : « *la révolution est victorieuse !* » (3). Un mois plus tard il était arrêté par les putschistes en même temps que d'autres responsables gouvernementaux ... La tentative de coup d'Etat avait en fait servi de répétition générale, et la faiblesse des réactions correspondait à un feu vert pour les militaires.

Cependant le coup d'Etat a provoqué une forte réaction parmi les masses; des grèves appelées non seulement par les syndicats mais aussi par le parti bourgeois Oumma ont éclaté et se sont généralisées, entraînant y compris des fonctionnaires des ministères. Des dizaines et des dizaines de milliers de personnes manifestèrent le 30/10 à Khartoum, Ondourman, Port Soudan et dans de nombreuses autres villes contre le coup d'Etat. Les militaires ont répondu en faisant usage de leurs armes contre les manifestants à Khartoum et il y aurait eu au total 20 à 30 morts. Par la suite les Forces du Changement ont appelé à 2 jours de « désobéissance civile » début novembre pour le rétablissement d'un gouvernement civil, appel qui n'a eu qu'un succès limité : manifestement les masses ont jugé que cette initiative ne correspondait pas à ce qui était nécessaire.

Alors que les partis démocrates mettent leurs espoirs sur les pressions diplomatiques des impérialismes sur les militaires (4), il semble que ce soit des « comités de résistance » de base, indépendants de ces partis, qui soient le moteur de la lutte. La coordination des comités du « Grand Khartoum » (Khartoum, Ondourman, Bahri) a arrêté une plate-forme de revendications qui a été reprise par le SPA, le PC et d'autres : elle est centrée sur le refus de tout compromis avec les militaires, l'établissement d'un régime civil, la formation d'une nouvelle armée nationale et la « *souveraineté complète de l'Etat soudanais* » (5). On voit que ces revendications restent intégralement sur le terrain bourgeois, alors même que les politiciens civils bourgeois ont démontré qu'ils étaient des adversaires des prolétaires et des masses pauvres !

Si le Soudan reste un pays majoritairement agricole, il existe une classe ouvrière qui a derrière elle une histoire non négligeable de luttes. Malheureusement sa combativité a été mise au service d'intérêts qui ne sont pas les siens, comme ce fut encore le cas lors des luttes de 2019. Les organisations syndicales collaborationnistes, le PC et même ces comités de résistance l'appellent une nouvelle fois à une union interclassiste pour établir un régime bourgeois démocratique.

Pour que la lutte des prolétaires et des masses pauvres contre la répression et la dictature militaire, non seulement n'aboutisse pas à un nouveau compromis pourri avec les militaires, mais puisse être le départ d'une véritable lutte d'émancipation contre l'exploitation et la misère, elle devra être menée sur des bases **de classe** et sur une orientation **anti capitaliste**, en rupture totale avec l'interclassisme ; cela signifie qu'elle devra passer par la constitution de l'organisation prolétarienne de classe, que ce soit pour la lutte économique ou pour la lutte politique, en collaboration avec les prolétaires des autres pays. Même si elle ne peut être immédiate, c'est la seule perspective non illusoire pour les prolétaires dans les luttes qui les attendent : alors la « révolution » ne sera plus un mot creux ne servant qu'à les endormir ou à mettre leur énergie et leur combativité au service des bourgeois, civils ou militaires mais un mot d'ordre de combat rassemblant tous les exploités.

Vive la lutte des prolétaires et des masses pauvres soudanaises contre la répression et l'oppression !

Pour la révolution prolétarienne au Soudan et dans tous les pays !

Pour la reconstitution du parti de classe internationaliste et international !

parti communiste international

(1) *Africa confidential*, vol. 62, n° 15, 22/7/21 (2) cf « Sudan's workers on the march for their rights » *Mena Solidarity Network*, 30/1/21 (3) *Middle East Eye*, 19/10/21 (4) Le coup a été condamné par les impérialismes occidentaux, surtout par les Etats Unis qui ont menacé de suspendre leur aide, mais aussi (du bout des lèvres) par l'Arabie Saoudite, tandis que l'Egypte restait silencieuse et qu'Israël le soutenait implicitement. La Russie et la Chine (qui avait été le dernier soutien du dictateur) ont refusé de le condamner. Des « médiateurs » de l'ONU et de l'OUA tentent de rétablir le « dialogue » entre militaires et civils. (5) cf « Powering the uprising: Sudan's Resistance Committees » *Mena Solidarity Network*, 5/11/21

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 8/11/2021 supplément au *Proletaire* n° 541

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian